

EDITORIAL

Réforme

MOINS de pression fiscale... une arlésienne que les contribuables, toutes catégories confondues, attendent à chaque loi de finances. Et pour beaucoup, le chemin parcouru paraît bien court. Les urgences se situent à la fois par rapport aux baisses d'impôts et aux marges d'interprétation de la loi. En dépit des efforts de toilettage engagés depuis 10 ans, le Code général des impôts garde, il est vrai, quelques vestiges staliniens qui continuent de créer de l'insécurité. Les levées de boucliers récurrentes des entreprises sont assez éloquentes à cet égard. Ceci dit, qu'on ne s'y méprenne pas: les déterminants de la réforme ne se trouvent pas exclusivement au détour de l'exégèse des textes, mais aussi dans des paramètres que le fisc ne contrôle pas.

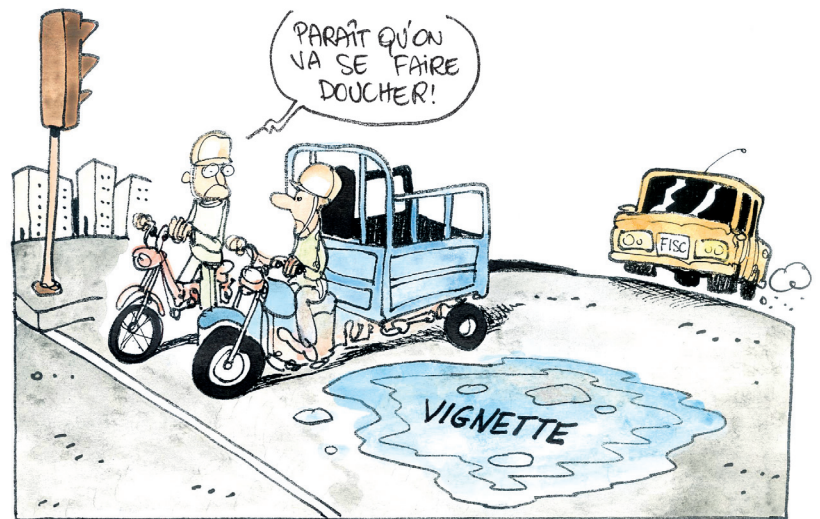
La panne de croissance en est une. Elle raréfie les ressources et pousse parfois à des arbitrages suicidaires. Par exemple, la ligne TVA, premier poste de rentrées d'impôts inscrites en bas de chaque facture, équivaut à une recette pour le budget. Encore faut-il que le donneur d'ordre ou le client paye ou qu'il soit solvable pour reprendre une terminologie comptable. Lorsqu'il ne paye pas c'est donc tout un système qui est paralysé. Ce phénomène est constaté fréquemment dès que les grands comptes sont en petite forme. Le hic c'est que les moins-values devraient être normalement compensées par des économies. Or c'est bien ici où se situent les deuxièmes déterminants de la réforme et c'est le front où le gouvernement est le moins fair-play. La dérive du train de vie de l'Etat est un fardeau lourd à porter pour les ambitions. Sur la masse salariale, l'on ne sait même plus où l'on est, avec un gouvernement qui joue au père Noël de l'emploi, cédant ici à la pression de la rue, là à la crise de l'école, sans pour autant convaincre sur le montage financier de ces bonus. Comment mettre en œuvre des politiques en mesure de briser le cercle vicieux. C'est là où réside le véritable enjeu de la réforme fiscale. □

Mohamed BENABID

La vignette auto étendue aux poids lourds

- Elle remplace la taxe à l'essieu à partir du 1er janvier
- Les deux-roues et triporteurs passeront à la caisse
- Le délai de prescription s'aligne sur le droit commun à quatre ans

Voir page 2



Climat: 68 milliards de dollars d'ici 2030!

AU Maroc, la Société financière internationale (IFI) anticipe sur la manne financière destinée au climat. La filiale du groupe Banque mondiale estime à près de 68 milliards de dollars le potentiel des investissements climato-compatibles sur les 15 prochaines années. Les énergies vertes absorberont

évidemment une bonne partie de ces capitaux: plus de 12 milliards de dollars. Le reste est réparti entre le transport urbain, la gestion des déchets, le green building... Pendant ce temps, la Banque mondiale déblocquera 1,5 milliard de dollars par an à la région Mena. □

Voir Analyse pages 4 & 5

■ **Azziman: «L'école restera gratuite»**

Voir Compétences & RH

■ **Electricité: L'ONEE veut mieux cerner la demande**

Voir page 8

■ **Ne dites plus Méditel, mais Orange**

Voir De Bonnes Sources



Festival du film de Marrakech
Tapis rouge pour
Jason Clarke

Voir pages 19 à 21

Redémarrage de la croissance en 2017

Voir page 11